

HAUTES-ALPES | Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation, et Sébastien Lecornu, ministre en charge des collectivités territoriales, ont rencontré les élus et les associations pour évoquer l'organisation du Grand débat.

Deux ministres for

Grand débat : pour les ministres, « nous sommes tous concernés »

C'est aux alentours de 18 heures que Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et Sébastien Lecornu, ministre en charge des collectivités territoriales sont arrivés à la préfecture de Gap, à l'issue d'une journée complète passée dans les Hautes-Alpes.

Accueillis par la préfète Cécile Bigot-Dekeyzer, ils ont rencontré pendant deux heures les élus locaux ainsi que 22 acteurs associatifs. Thématique principale abordée : la mobilisation de tous pour animer le grand débat national et organiser la consultation voulue par le président de la République pour répondre à la crise des Gilets jaunes, qui étaient une nouvelle fois présents (une cinquantaine) aux abords de la préfecture pour accueillir le convoi gouvernemental.

Pour son deuxième déplacement dans le département en six mois, Sébastien Lecornu a souhaité un temps d'échange « très libre » et de dialogue pour préparer ce futur enjeu.

Une lettre aux Français

« Il nous faut donner le cadre d'un débat calme et serein pour nos concitoyens raisonnables », a introduit le ministre, lui-même ancien élu local en Normandie.

« Le président de la République va cadrer ce débat par voie épistolaire en fin de semaine ou en début de semaine prochaine. Il nous a demandé de lui faire un retour sur le contenu des cahiers de doléances et rentrer dans la phase opérationnelle du débat. Le Premier ministre expliquera lundi de quelle manière le débat s'organisera pendant les



Sébastien Lecornu, ministre en charge des collectivités territoriales, et Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, ont rencontré les élus et les associations pour évoquer l'organisation du Grand débat. Photo Le DL/Gérald LUCAS

trois prochains mois. »

« Il faut que ce débat soit utile », a embrayé le ministre de l'Éducation, invoquant un « impératif de rassemblement » afin de « sortir par le haut de cette crise. » C'est donc comme « tiers de confiance » que les associations sont invitées à jouer un rôle pour « structurer les choses. »

Mais tous les maires ne l'ont pas entendu de cette oreille. « Je n'ai pas mis de cahier en place en ce qui me concerne, n'étant pas une commune à proprement dit rurale », s'est justifié Roger Didier, le maire de Gap, préférant défendre l'avenir du centre de formation Afpa menacé de fermeture.

Jean-Michel Arnaud, président de l'association des maires de France des Hautes-Alpes et maire de Tallard, emboîtait le pas : « J'ai mis à disposition une salle avec un cahier, je crois avoir déjà fait beaucoup. Ce débat est celui de l'État avec les citoyens, je ne vois pas comment le maire peut intervenir », invoquant pêle-mêle les premiers retours : baisse de la CSG, niveaux de retraite, retour de l'ISF... soit des « revendications nationales ».

Réponse de Sébastien Lecornu : « J'aime encore plus mon pays que ma commune et j'ai la conviction que ma commune n'ira pas mieux si mon pays

ne va pas mieux ». Avant de déclarer plus tard : « il y a un mal profond dans ce pays qui ne concerne pas que l'État, même si l'on ne fera jamais peser une responsabilité sur vos épaules qui ne serait pas la vôtre. »

Par la suite, les questions locales ont rapidement supplanté celles du Grand débat :

transports, numérique, santé, éducation, loup... Les membres présents ont pu librement exprimer les difficultés liées à leur territoire. Ce à quoi les ministres en présence ont individuellement répondu. Les ministres devaient ensuite passer la nuit « dans les parages », sans plus de précision.

Aurélien MARCHAND

LA PHRASE

« Je pense que le verre est aux trois quarts plein. Lorsque je regarde les pays alentour, il fait bon vivre en France et dans les Hautes-Alpes. [...] Il faut dresser des perspectives positives »

Jean-Michel Blanquer, Ministre de l'Éducation



Cécile Bigot-Dekeyzer, préfète des Hautes-Alpes, et Roger Didier, maire de Gap, s'apprêtent à entrer dans la salle de la préfecture où de nombreux élus sont venus écouter les ministres à l'orée du grand débat national voulu par Emmanuel Macron. Photos Le DL/Gérald LUCAS